

Je voudrais également signaler que le régime actuel au Canada n'entraîne ni une diminution des profits ni un fléchissement dans la création d'emplois. En fait, les fabricants de produits pharmaceutiques brevetés et les fabricants de produits génériques créent des emplois. Au Canada, les profits dans l'industrie pharmaceutique en général demeurent élevés. En fait, ils sont supérieurs aux profits de la plupart des industries au Canada et comparables aux profits réalisés par cette industrie aux États-Unis.

J'ai examiné le fait qu'on a signalé dans le rapport de la Commission Eastman qu'aucun changement ne s'imposait vraiment et que l'industrie de la fabrication des médicaments génériques, qui a réussi à prendre de l'expansion sous le régime d'octroi obligatoire de licences, rapporte au Canada. Si c'est le cas, pourquoi donc le gouvernement a-t-il jugé utile de bricoler une mesure législative d'une manière que personne n'approuve si ce n'est le gouvernement et l'Association canadienne de l'industrie des médicaments? Il ne faut pas cacher le fait que cette association n'est qu'une antenne de l'association américaine. Elle a été à maintes reprises soutenue vigoureusement par le gouvernement des États-Unis.

Il ne peut y avoir aucun doute que, lorsque Ronnie et Brian se sont réunis en 1983, Ronnie lui a dit, Brian, il va falloir que nous fassions quelque chose pour remédier à cette situation si vous voulez accélérer les entretiens sur le libre-échange. Brian a répondu, avec ses manières mielleuses caractéristiques...

Des voix: Règlement!

M. McCurdy: Le premier ministre (M. Mulroney) a déclaré, avec son obséquiosité mielleuse habituelle, oui monsieur, il faut faire quelque chose parce que je ne veux pas vous mécontenter. Je veux parler. Et, que pensez-vous d'un programme énergétique, du bois d'oeuvre, des porcs et de diverses autres choses? Nous vous donnerons tout ce que vous voulez. Prenez l'Accord de l'automobile. Ronnie a dit: Oh, mais je veux d'abord qu'on change le projet de loi sur les médicaments. Eh bien, monsieur le Président, nous ferons diligence, a répondu le premier ministre.

Le gouvernement n'a pas été tout à fait assez rapide. M. Bush, vice-président des États-Unis, qui est aussi un ancien vice-président de Eli Lilly, a déclaré: Voyons, il va falloir vous dépêcher et trouver une solution parce que les Américains sont très mécontents que la politique canadienne profite aux Canadiens mais pas à eux.

En fait, le président du comité consultatif du commerce, M. Pratt, qui est également le président du conseil d'administration et le directeur général de Pfizer, a l'oreille de notre ambassadeur aux États-Unis. Il avait l'oreille du président et il lui a dit: Bonté divine, il faut faire quelque chose, car nous ne faisons pas assez d'argent ici. Ces gens-là s'attendent à ce que nous tempérions notre soif de profit de manière à rendre nos médicaments plus accessibles aux Canadiens. Il y a des gens là-bas qui fournissent aux malades des médicaments génériques à bas prix. C'est une situation insupportable.

Brevets—Loi

Puis M. Yeutter est arrivé au printemps et a dit au premier ministre: Écoute, Brian...

Des voix: Règlement!

M. McCurdy: Monsieur le premier ministre, je veux dire. Par votre entremise, monsieur le Président, il a probablement dit à Brian: Je suis à bout de patience.

Une voix: Nous le sommes aussi.

M. McCurdy: Et, sapristi! le gouvernement s'est empressé d'obtempérer. Nous sommes maintenant saisi d'un projet de loi qui répond aux intérêts des Américains plus qu'à ceux des Canadiens.

Le gouvernement prétend qu'un troisième groupe, soit celui des scientifiques, appuie son projet de loi. J'ai parlé à certains scientifiques qui ont dit que ce projet de loi serait bon pour la recherche. J'ai demandé à l'un d'entre eux s'il voulait bien me dire quelque chose. Quoi donc, Howie? Qu'y a-t-il dans ce projet de loi qui favorise la recherche? Ma foi, je ne sais pas. Vous ne voyez vraiment pas? Non, j'ai regardé. Je n'ai rien pu trouver, mais le ministre a dit qu'il y avait quelque chose. Je lui ai dit qu'il ferait mieux d'examiner le projet de loi un peu plus attentivement parce que s'il l'étudiait à fond, il n'y trouverait pas un mot qui traite de la recherche ni des investissements dans ce domaine.

Il est vrai que certains fabricants de produits pharmaceutiques ont dit qu'ils dépenseront plus d'argent pour la recherche mais de quelle sorte de recherche s'agira-t-il? Voyons la Parke-Davis. La société Parke-Davis étudiera la sécurité des nouveaux médicaments et les dosages et elle fera des recherches cliniques qui permettront aux médecins canadiens de se procurer les médicaments le plus rapidement possible. La société ferait la même chose de toute façon si elle se pliait aux exigences requises pour obtenir une licence au Canada.

De même, Upjohn Canada prévoit renouveler un contrat de plusieurs milliards de dollars avec l'Hôpital Victoria de London pour faire des recherches cliniques et du contrôle de qualité, et elle agrandira aussi ses bureaux. Ce n'est pas dans les bureaux que les scientifiques travaillent.

Mme Browes: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je voudrais signaler au député que la Parke-Davis va dépenser 45 milliards de dollars et créer 15 emplois dans ma circonscription, et que j'en suis très fière.

Des voix: Bravo!

Le président suppléant (M. Paproski): Ce n'est pas un rappel au Règlement, c'est du débat.

M. McCurdy: Je ne suis pas surpris que cette pauvre petite députée croie ce qu'on lui a dit.

Une voix: Chauviniste!

M. McCurdy: On a réussi à lui faire croire que ces fabricants qui n'ont pas dépensé un sou avant 1969 vont subitement se mettre à investir. Si c'est le cas, ce n'est probablement pas sans raison.